

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article : 25

Déposée par Messieurs Santer, Helminger et Fayot (titulaires, Luxembourg) et Monsieur Schmit (suppléant, Luxembourg) :

---

#### Article 25: Les actes législatifs<sup>1</sup>

1. La loi et la loi-cadre européennes sont adoptées, sur proposition de la Commission, conjointement par le Parlement européen et le Conseil conformément aux modalités de la procédure législative visées à l'article X ~~(deuxième partie de la Constitution)~~. Si les deux institutions ne parviennent pas à un accord, l'acte en question n'est pas adopté.

Des dispositions spécifiques sont d'application pour les cas prévus ~~à l'article Z (ex troisième pilier)~~ aux articles 29 (Politique étrangère et de sécurité commune) et 30 (politique de défense commune).

2. Dans les cas spécifiques prévus par la Constitution, les lois et les lois-cadres européennes sont adoptées par le Conseil.
  3. Lorsqu'ils statuent dans le cadre d'une procédure conduisant à l'adoption d'une loi européenne ou d'une loi-cadre européenne, le Parlement européen et le Conseil siègent en public.
- 

#### Explication éventuelle :

**ad note** : L'exclusion de principe de l'adoption d'actes législatifs dans le domaine de la PESC n'apparaît pas comme fondée.

**ad 1. al 1** : La procédure législative doit être détaillée dans la Constitution même car c'est le propre d'une Constitution de fixer le fonctionnement des institutions et de permettre aux citoyens de comprendre comment sont adoptées les lois et lois-cadres qui régissent leur vie, parfois directement.

---

<sup>1</sup> ~~L'article 29 précisera que le recours à des actes législatifs est exclu dans le cadre de la PESC.~~

ad 1 al 2.: La méthode communautaire doit devenir la règle générale pour les questions de l'ex-troisième pilier également. La référence aux articles 29 et 30 est une conséquence de l'absence de la note de bas de page.